Inventaire d'exploitation PME

Conditions d'assurance de l'inventaire d'exploitation de petites et moyennes entreprises
(CGA Inventaire d'exploitation PME 2025)

1 Choses, frais et gains assurés

Sont assurés, pour autant que mentionnés dans la police:

1.1 L'inventaire d'exploitation servant exclusivement à l'entreprise assurée (biens appartenant à l'entreprise, pris en location ou en leasing), jusqu'à concurrence de la somme d'assurance indiquée dans la police et portant sur l'ensemble des postes

1.1.1 Les marchandises: les choses produites en propre ou achetées qui sont destinées à la vente ou à l'utilisation par l'entreprise assurée. Par exemple, les produits agricoles, les produits récoltés, le fourrage, les stocks, les denrées alimentaires, les combustibles, le matériel d'emballage, les colorants, les produits chimiques, les carburants, les matières premières, les produits semi-finis et finis, le matériel de bureau, les documents imprimés, les consommables et autres produits similaires.

1.1.2 Les installations: les choses destinées à être utilisées par l'entreprise assurée. Par exemple, les machines (fondations, conduites comprises), les appareils, les engins, les outils, les instruments, les dispositifs de commande, les installations, les conteneurs à usage d'habitation, de bureau ou d'entrepôt, les dispositifs, les équipements à accrocher ou à arrimer sur les tracteurs / transporteurs, les accessoires, les pièces de rechange / détachées, le mobilier et les équipements similaires.

1.1.3 L'inventaire des biens meubles: les machines de travail automotrices, les véhicules d'exploitation à moteur, les véhicules électriques, les transporteurs d'équipements, les outils et accessoires de manipulation, les vélos électriques, les machines de travail tractées, les remorques et objets similaires tractés qui peuvent circuler sans plaque de contrôle conformément à la législation sur la circulation routière.

1.1.4 Les installations immobilières: installations fixées à demeure au bâtiment par l'entreprise assurée en tant que locataire, fermier ou propriétaire, qui ne sont pas considérées comme faisant partie intégrante du bâtiment et ne pouvant ou n'étant pas assurées avec ce dernier.

1.1.5 Véhicules à moteur destinés à la vente dans les bâtiments: les véhicules à moteur, les remorques, les caravanes, les mobil-homes, les bateaux et les aéronefs neufs et d'occasion, y compris leurs accessoires proposés à la vente par le preneur d'assurance.

1.2 Les biens meubles particuliers servant exclusivement à l'entreprise assurée jusqu'à concurrence de la somme d'assurance indiquée dans la police pour chaque poste

1.2.1 Infrastructures immobilières en dehors des bâtiments: les silos, les fosses à purin, les cabanons de jardin, les fontaines, les piscines, les racks à vélos, les débarcadères, les clôtures, les filets paragrêles équipés d'une structure portante, les antennes, les réseaux de canalisation et autres biens similaires.

1.2.2 Constructions facilement transportables: les halles d'exposition et de fêtes, les grandes tentes (tentes dont la surface utile est supérieure à 40 m² et utilisables à des fins commerciales / professionnelles), les carrousels, les baraques et boutiques foraines, les structures gonflables, les halles en éléments triangulés et structures équivalentes, avec leurs contenus.

1.2.3 Serres, vitrages et plantes de couche.

1.2.4 Conteneurs et choses sur les chantiers.

1.3 Vélos électriques, cyclomoteurs, remorques et machines de travail tractées dûment immatriculés ainsi que véhicules à moteur destinés à la vente et entreposés en plein air, jusqu'à concurrence de la somme d'assurance indiquée dans la police

1.3.1 Les vélos électriques, cyclomoteurs, remorques et autres machines de travail tractées, munis de plaques de contrôle et servant à l'entreprise assurée.

1.3.2 Véhicules à moteur destinés à la vente en plein air: les véhicules à moteur, les remorques, les caravanes, les mobil-homes, les bateaux et les aéronefs neufs et d'occasion, y compris leurs accessoires, proposés à la vente par le preneur d'assurance.

1.4 Les valeurs pécuniaires de l'entreprise assurée jusqu'à concurrence de la somme d'assurance indiquée dans la police

1.4.1 Le numéraire, les cartes bancaires, les cartes de crédit et les cartes de fidélité, les titres de transport non nominatifs, les abonnements, les billets d'avion, les bons (vouchers), les chèques de voyage, les bons de réduction, les cartes prépayées pour téléphones mobiles, les papiers-valiseurs, les livrets d'épargne, les métaux précieux (en tant que réserves, lingots ou marchandises), les pièces de monnaie et médailles, les pierres précieuses et perles non serties.

1.4.2 *emmental assurance* répond du contenu de coffres-forts, d'armoires fortes et de cassettes uniquement lorsqu'ils sont fermés à clé et que les personnes responsables des clés les portent sur elles ou les ont enfermées dans un coffre de qualité égale; les mêmes dispositions s'appliquant à la clé de ce dernier coffre. Ces dispositions sont applicables par analogie à la conservation du code pour les serrures à combinaison.

1.5 Les choses, frais et revenus particuliers dus à un événement assuré par la présente police, jusqu'à 20% de la somme d'assurance de l'inventaire d'exploitation, au minimum CHF 200'000.- par sinistre

1.5.1 Les frais de déblaiement des restes des choses assurées et les frais pour leur transport jusqu'à l'emplacement approprié le plus proche où ils pourront être déposés, ainsi que les frais de dépôt, d'élimination, de décontamination et de destruction de ces mêmes restes, analyses toxicologiques de déchets spéciaux comprises.

- 1.5.2 Les frais d'intervention des pompiers ou de la police qui ne sont pas à la charge des pouvoirs publics.
- 1.5.3 Les frais de déplacement et de protection, c'est-à-dire les dépenses qui résultent du fait que pour la reconstruction, le remplacement ou le déblaiement de choses qui sont assurées par le présent contrat, d'autres choses doivent être déplacées, modifiées ou protégées. Par frais de déplacement et de protection, on entend en particulier les dépenses pour le démontage ou le remontage de machines, pour la percée, la démolition ou la reconstruction de parties de bâtiments ou l'agrandissement d'ouvertures. Sont couverts les frais qui ne relèvent pas de l'indemnisation par un assureur immobilier.
- 1.5.4 Les frais de reconstitution de plans, de dessins, de livres comptables, de documents officiels, de répertoires, de supports de données et autres, matériel compris.
- 1.5.5 Les frais pour le changement ou le remplacement de clés ou serrures sur le lieu d'assurance ainsi que celles des coffres-forts pris en location dans un établissement bancaire.
- 1.5.6 Les frais pour les mesures de sécurité provisoires (par ex. portes, serrures et vitrages de fortune, organisation d'un gardiennage ou de mesures touchant la circulation etc.).
- 1.5.7 Les frais de dégagement localisé des canalisations, des câbles électriques ou des lignes de données et ceux entraînés pour recouvrir ces mêmes canalisations / câbles / lignes une fois leur réparation effectuée, ceux-ci ayant été posés par le preneur d'assurance pour les besoins de l'entreprise. Les frais engendrés par la recherche de fuites ainsi que leur réparation sont également couverts.
- 1.5.8 Les fluctuations du prix courant représentent la différence entre le prix de rachat effectif des marchandises et le prix de marché de ces marchandises le jour du sinistre ou le premier jour ouvrable suivant le jour du sinistre à partir duquel une nouvelle acquisition est possible.
- 1.5.9 Le renchérissement ultérieur pour des installations, c'est-à-dire la différence entre la valeur de remplacement le jour du sinistre et le prix de remplacement effectif. Sont indemnisés les frais supplémentaires réellement engagés dans les deux ans suivant le sinistre.
- 1.5.10 Les pertes sur débiteurs qui découlent de la destruction ou de la mise hors d'usage de copies de factures ou de documents servant à la facturation.
- 1.5.11 Les biens provisoirement confiés par des tiers ainsi que les effets des visiteurs, des invités et du personnel.
- 1.5.12 Les modèles, les échantillons, les moules ainsi que les outils, les patrons, les gabarits, les matrices, les coupes, les cachets, les compositions, les films offset, les plaques d'impression, les cylindres d'impression, les clichés, les cartes Jacquard, les supports de données de machines à commande numérique et autres objets similaires, y compris les plans, les dessins et les esquisses s'y rapportant.
- 1.5.13 Les véhicules à moteur de tiers que le preneur d'assurance a pris en consignment auprès du client – et non auprès d'autres entreprises de la branche automobile – pour un service, une réparation et autres prestations similaires ou pour la vente. Cette couverture d'assurance s'applique uniquement si le propriétaire d'un véhicule concerné par le sinistre ne dispose d'aucune couverture d'assurance.

1.6 La perte d'exploitation, jusqu'à concurrence de la somme d'assurance convenue dans la police

Les postes cités ci-dessous, pendant la durée de la garantie indiquée dans la police d'assurance, si à la suite

- d'un événement couvert par la présente police,
- d'un sinistre assuré dû à un incendie, un dommage naturel ou un dégât des eaux causé aux bâtiments utilisés par l'entreprise, ou
- d'un sinistre dû à un incendie, un dommage naturel, un vol ou un dégât des eaux au sens des présentes Conditions générales d'assurance subi par un fournisseur ou un client (dommage de répercussion),

l'entreprise assurée ne peut pas poursuivre son activité, ne peut la poursuivre que partiellement ou seulement moyennant des frais supplémentaires.

1.6.1 Perte de revenus

La différence entre les revenus effectivement réalisés et ceux qui l'auraient probablement été sans la survenance de l'événement assuré (revenu locatif compris), après déduction des frais économisés.

1.6.2 Frais supplémentaires

Les frais supplémentaires économiquement nécessaires afin de maintenir l'exploitation à son niveau antérieur ou afin d'éviter ou de réduire la perte de revenus.

1.6.3 Dépenses spéciales

Les frais dont l'effet réducteur de dommage n'est pas suffisamment prouvé pendant la durée de la garantie, voire ne se produit qu'après l'expiration de la garantie (exemple: pénalités conventionnelles résultant de l'exécution tardive de commandes passées avant le sinistre ou de l'impossibilité de faire face à ses engagements).

Ne sont pas assurés

- 1.7 Les produits non récoltés ni les cultures.
- 1.8 Les choses qui sont ou doivent être assurées auprès d'un établissement cantonal d'assurance.
- 1.9 Les bateaux pour lesquels une assurance responsabilité civile est obligatoire, ainsi que ceux qui ne sont pas ramenés régulièrement sur le site assuré après leur utilisation, y compris leurs accessoires.
- 1.10 Les aéronefs qui doivent être inscrits au Registre matricule des aéronefs.
- 1.11 Les valeurs pécuniaires, les montres, les bijoux, les articles de bijouterie, les appareils photos, les fourrures, les timbres, les antiquités, les objets d'art, les radios, les chaînes hi-fi, les téléviseurs, les lecteurs DVD, les tapis d'Orient ainsi que les armes en cas de vol simple et de vol commis par effraction de véhicules fermés à clé, de conteneurs, de baraques et de constructions inachevées.
- 1.12 Les dommages en lien avec des cartes bancaires, des cartes de crédit et des cartes de fidélité, si le devoir contractuel de diligence n'a pas été respecté ou ceux pris en charge par l'émetteur de la carte conformément à ses conditions générales.

- 1.13 Les frais de changement de serrures à la suite d'un vol simple.
- 1.14 La perte de revenus, les frais supplémentaires ou les dépenses spéciales selon l'art. 1.6 à la suite:
- d'agrandissements de l'installation ou d'innovations qui sont réalisés après la survenance du dommage;
 - de dommages de répercussion résultant d'un dégât matériel sur des ouvrages publics (ponts, rues etc.);
 - de sinistres couverts par l'assurance complémentaire VirusPlus;
 - de sinistres couverts par l'assurance complémentaire HygiènePlus;
 - de dommages aux produits non récoltés et aux cultures.

2 Risques et dommages assurés

Sont assurés, pour autant que mentionnés dans la police:

2.1 Incendie et événements naturels

2.1.1 Incendie

Incendie, fumée (effet soudain et accidentel), foudre, explosion et implosion, roussissement, feu utilitaire et chaleur produite artificiellement.

2.1.2 Événements naturels

Les conséquences directes de hautes eaux, inondations, tempêtes (vent d'au moins 75 km/h, qui renverse les arbres ou découvre les maisons dans le voisinage des choses assurées), grêle, avalanches, pression de la neige, éboulements de rochers, chutes de pierres et glissements de terrain.

2.1.3 Aéronefs

La chute ou l'atterrissage forcé d'aéronefs ou de véhicules spatiaux ou de parties qui s'en détachent.

2.1.4 Glissement de neige du toit

2.1.5 Les disparitions consécutives aux événements cités aux art. 2.1.1 à 2.1.4.

2.1.6 Détérioration de produits congelés jusqu'à concurrence de CHF 1'000.-

Les dommages aux marchandises congelées appartenant à l'entreprise et qu'elle stocke dans des congélateurs, chambres froides ou dans des installations publiques de congélation, survenant à la suite de la panne imprévisible et accidentelle du système de refroidissement.

2.1.7 Courts-circuits et incendie de câbles électriques

Les dommages provoqués par des courts-circuits et / ou des incendies de câbles électriques survenant sur des machines de travail automotrices et des véhicules d'exploitation à moteur selon l'art. 1.1.3, sur des vélos électriques, cyclomoteurs, remorques et machines de travail tractées dûment immatriculés selon l'art. 1.3.1, sur des véhicules à moteur destinés à la vente et stationnés dans les bâtiments selon l'art. 1.1.5 et en plein air selon l'art. 1.3.2 ainsi que sur les véhicules à moteur de tiers selon l'art. 1.5.13. Sont exclus de cette couverture les dommages aux batteries ainsi qu'aux appareils de communication.

2.1.8 Morsures de fouines ou de rongeurs

Les dommages provoqués par des fouines ou des rongeurs sur des machines de travail automotrices et des véhicules d'exploitation à moteur selon l'art. 1.1.3, sur des vélos électriques, cyclomoteurs, remorques et machines de travail tractées dûment immatriculés selon l'art. 1.3.1, sur des véhicules à moteur destinés à la vente et stationnés dans les bâtiments selon l'art. 1.1.5 et en plein air selon l'art. 1.3.2 ainsi que sur les véhicules à moteur de tiers selon l'art. 1.5.13. Sont également couverts les dommages consécutifs provoqués au véhicule.

2.1.9 Dommages survenant pendant le transport, jusqu'à concurrence de CHF 10'000

Les détériorations, destructions et pertes soudaines et imprévues causées à des marchandises selon l'art. 1.1.1 et à des équipements selon l'art. 1.1.2 (y compris les biens de tiers pris en charge pour une réparation, une amélioration ou à d'autres fins similaires) pendant les transports effectués à bord de moyens de transport propres ou de tiers (véhicules routiers, ferroviaires, aériens, bateaux). La couverture prend effet dès que les marchandises sont chargées sur le moyen de transport en vue de leur acheminement immédiat. Elle expire une fois le transport effectué, enlèvement immédiat des marchandises du moyen de transport compris, c'est-à-dire dès que les marchandises ont été déchargées au lieu de destination prévu.

Les dommages qui surviennent en tant que conséquence des chiffres 2.1.1 à 2.1.8, sont assurés conformément aux événements qui y sont mentionnés.

Ne sont pas assurés

2.1.10 Les dommages résultant de l'action normale ou progressive de la fumée.

2.1.11 Les dommages causés aux équipements des pompiers ou de la protection civile et à leurs appareils, quel que soit leur type, qui surviennent au cours de leur utilisation.

2.1.12 Les dommages causés à des machines, appareils et câbles électriques sous tension et dus à l'effet de l'énergie électrique elle-même, aux surtensions ou à l'échauffement provoqué par une surcharge, ainsi que les dégâts résultant du fonctionnement normal des installations de protection électriques, telles que fusibles.

2.1.13 Les dommages aux composants électroniques et électriques – notamment aux appareils de commande – en raison d'une défectuosité interne de ces composants.

2.1.14 Les dommages causés par un affaissement de terrain, le mauvais état du sol de fondation, une construction défectueuse, le manque d'entretien du bâtiment, l'omission de mesures de prévention, les mouvements de terrain artificiels, les eaux souterraines ainsi que la crue et le débordement de cours ou de nappes d'eau dont on sait par expérience qu'ils se répètent à intervalles plus ou moins longs.

2.1.15 Les dommages dus au refoulement des eaux de canalisation, sans égard à leurs causes.

2.1.16 Les dommages dus aux tempêtes et à l'action de l'eau que subissent les navires et bateaux lorsqu'ils se trouvent sur l'eau.

2.1.17 Les dommages survenant pendant le transport aux animaux vivants, aux marchandises se trouvant dans un état inapproprié pour le transport ou dotées d'un embal-

lage défectueux; les dommages résultant d'éclats d'émail ou de laque, d'égratignures, d'éraflures et de frottements.

2.1.18 Les dommages survenant pendant le transport à la charge d'un transporteur ou d'une société de fret en vertu d'un contrat ou de la loi ou couverts par une assurance transport séparée.

2.2 Vol

Les dommages suivants qui peuvent être prouvés par des traces, des témoins ou d'une autre manière probante:

2.2.1 Vol avec effraction

Vol commis par des personnes qui s'introduisent par effraction dans un bâtiment ou un de ses locaux (les conteneurs avec fonction d'habitation, de bureaux ou d'entrepôts sont assimilés à des bâtiments – conteneurs de chantier exclus), ou y fracturent un meuble de rangement ou un autre contenant. Est également assuré le vol commis au moyen des véritables clés ou codes, dans la mesure où l'auteur se les est appropriés à la suite d'un vol avec effraction ou d'un détournement. Est assimilé au vol avec effraction le vol commis par introduction clandestine, c.-à-d. le vol commis par une personne qui s'est laissé enfermer dans le bâtiment ou un de ses locaux et en sort en faisant usage de la force.

2.2.2 Détournement

Vol commis sous la menace ou l'usage de la violence à l'encontre du preneur d'assurance, des membres de son personnel et des membres de sa famille faisant ménage commun avec lui, de même que tout vol commis à la faveur d'une incapacité de résister consécutive à un décès, un évanouissement ou un accident.

2.2.3 Vol sur le site assuré

Vol simple (vol qui ne constitue ni un vol avec effraction, ni un détournement) de l'inventaire d'exploitation selon l'art. 1.1 aux sites permanents de l'entreprise, zones d'exploitation selon l'art. 3.1 comprises. L'indemnisation est plafonnée à CHF 5'000.- sous réserve de la mention d'une somme supérieure dans la police.

2.2.4 Vol de choses gardées sous clé

Vol de l'inventaire d'exploitation selon l'art. 1.1 par effraction de véhicules, de baraques et conteneurs de chantier ainsi que de constructions inachevées entièrement fermés à clé. L'indemnisation est plafonnée à CHF 5'000.- sous réserve de la mention d'une somme supérieure dans la police.

2.2.5 Vol en dehors du site jusqu'à concurrence de la somme d'assurance mentionnée dans la police

Vol simple (vol qui ne constitue ni un vol avec effraction, ni un détournement) de l'inventaire d'exploitation selon l'art. 1.1 en dehors des sites permanents de l'entreprise selon l'art. 3.2.

2.2.6 Détériorations

Détériorations de l'inventaire d'exploitation et de bâtiments servant exclusivement à l'entreprise assurée qui surviennent lors d'un vol ou de sa tentative (vol, vol avec effraction, détournement).

Ne sont pas assurés

2.2.7 Les choses perdues ou égarées.

2.2.8 Le vol simple sur des chantiers qui ne relèvent pas de l'art. 2.2.4.

2.2.9 Le détournement, l'utilisation inadéquate, la malversation et l'appropriation frauduleuse de véhicules.

2.2.10 Les dommages consécutifs à un incendie ou à un événement naturel.

2.3 Dégâts des eaux

2.3.1 Eau s'écoulant de canalisations

L'écoulement de l'eau des canalisations qui desservent les bâtiments dans lesquels se trouvent les choses assurées; ainsi que l'écoulement de l'eau provenant des installations et des appareils qui sont raccordés à ces canalisations ou provenant d'infrastructures situées sur le terrain de l'entreprise, quelle qu'en soit la cause.

2.3.2 Eau pénétrant par le toit

Les eaux de pluie, de la fonte de neige ou de glace pénétrant à l'intérieur même du bâtiment par les tuyaux d'écoulement extérieurs, par les chéneaux ou par le toit lui-même.

2.3.3 Refoulement des eaux usées, des eaux souterraines, pénétration de l'eau de ruissellement

Le refoulement à l'intérieur du bâtiment des eaux usées ainsi que des eaux provenant de la nappe phréatique. En outre, l'eau de ruissellement qui pénètre de manière soudaine et imprévue à l'intérieur du bâtiment et qui est imputable à des précipitations inhabituelles.

2.3.4 Fuel (mazout)

Le fuel qui s'est écoulé des installations de chauffage ou de citernes.

2.3.5 Autres liquides

Les dommages causés par des liquides qui se sont écoulés hors d'échangeurs thermiques et / ou de pompes à chaleur en circuit fermé destinés à collecter la chaleur naturelle de toute origine (installations de production alternative de chaleur).

2.3.6 Lits à eau, aquariums et fontaines d'ornement

L'eau qui s'est écoulée d'un lit à eau, d'un aquarium ou d'une fontaine d'ornement non étanche.

2.3.7 Gel

Les dommages causés par le gel à l'intérieur du bâtiment.

2.3.8 Pénétration d'eau par les ouvertures du bâtiment

L'eau qui pénètre à l'intérieur du bâtiment par des fenêtres, portes, portes de balcon etc., correctement fermées.

2.3.9 Infiltration d'eau

L'eau qui s'infiltré à l'intérieur du bâtiment (par ex. le long de câbles etc.).

2.3.10 Eau de condensation et de dégel

L'eau de condensation et de dégel qui s'écoule des réfrigérateurs, des congélateurs, des armoires et des bahuts frigorifiques ou d'installations de ventilation ou de climatisation.

Ne sont pas assurés

2.3.11 Les dommages causés par l'eau qui pénètre dans le bâtiment par des lucarnes, fenêtres de toit, fenêtres, portes, portes de balcon ouvertes etc. ou par des ouvertures pratiquées dans le toit lors de constructions nouvelles, de rénovation ou d'autres travaux sur le bâtiment.

2.3.12 Les dommages causés par le refoulement des eaux usées dont le propriétaire de la canalisation est responsable.

2.3.13 Les dommages provoqués progressivement par les eaux de ruissellement (pression géostatique permanente) ou imputables à une construction défectueuse (par ex. conduite de drainage défectueuse).

2.3.14 Les frais de réparation de l'objet ayant causé le dommage, à l'exception des dommages provoqués par le gel.

2.3.15 Les dommages aux appareils et aux installations mêmes, lorsqu'une conduite d'eau a sauté à l'intérieur de ceux-ci.

2.3.16 Les dommages causés par des affaissements de terrain, le mauvais état d'un sol de fondation, des vices de construction, l'entretien incorrect du bâtiment (par ex. joints de carrelage ou en silicone défectueux).

2.3.17 Les dommages pour lesquels des fabricants, fournisseurs, architectes, maîtres d'œuvre ou d'autres parties sont responsables sur la base des dispositions de la garantie, des normes SIA, des dispositions en matière de responsabilité civile ou d'autres normes juridiques.

2.3.18 Les dommages consécutifs à un incendie ou à un événement naturel.

2.4 Bris de glaces

Sont assurés:

2.4.1 Vitrages

Le bris des objets mentionnés ci-après (liste exhaustive) servant exclusivement à l'entreprise assurée:

- Les vitrages des bâtiments d'exploitation et de l'inventaire d'exploitation (y compris en plexiglas ou en matières synthétiques analogues si ces matériaux sont utilisés en lieu et place du verre).
- Les lavabos, les éviers, les cuvettes de WC (y compris les réservoirs de chasse d'eau), les bidets, les urinoirs et leurs cloisons de séparation, les douches et les baignoires (y compris les éclats de revêtements en émail).
- Les plaques de cuisson en vitrocéramique.
- Les revêtements de cuisine et de salle de bains en pierre naturelle ou artificielle.
- Les plateaux de table en pierre naturelle ou artificielle.

- Les panneaux et enseignes lumineuses.

- Les verres de panneaux solaires.

2.4.2 Finitions

Les dommages aux peintures, inscriptions, films, couches de vernis, gravures, travaux de sablage et autres finitions similaires des verres susmentionnés qui surviennent à la suite d'un bris de glace assuré.

2.4.3 Dommages consécutifs

Les dommages aux marchandises et équipements causés par des éclats de verre lors d'un bris de glace assuré. Sont également couverts les dommages consécutifs et / ou complémentaires jusqu'à CHF 1'000.- (par ex. changement nécessaire des armatures).

2.4.4 Troubles intérieurs

En dérogation à toute disposition divergente, les dommages de bris de glace causés lors de troubles intérieurs sont également assurés.

Ne sont pas assurés

2.4.5 Les dommages à des miroirs portatifs, à des verres optiques, aux lunettes, à la vaisselle en verre, à des verres creux et à des installations d'éclairage de toutes sortes, aux ampoules électriques, aux tubes lumineux et néons, aux écrans, aux moniteurs et aux vitrages de véhicules à moteur.

2.4.6 Les dommages aux vitrages ou à leurs encadrements occasionnés lors de leur déplacement ou d'autres types de travaux; les dommages survenus avant ou pendant que les vitrages sont vissés, posés ou mis en place.

2.4.7 Les dommages causés en surface au polissage ou à la peinture par des rayures ou des éclats de soudure.

2.4.8 Les dommages consécutifs à un incendie ou à un événement naturel.

2.4.9 Les dommages causés aux bâtiments qui ne comprennent aucun local servant à l'entreprise assurée.

2.5 NaturPlus

2.5.1 Sont assurés pendant la durée contractuelle les dommages aux denrées alimentaires et aux boissons (transformées ou non; matières premières, produits semi-finis et finis), aux produits naturels et à ceux des récoltes, au fourrage et aux semences qui servent exclusivement à l'entreprise assurée.

2.5.2 Sont considérées comme des dommages, les détériorations et destructions qui surviennent de manière extraordinaire, soudaine et imprévue ainsi que l'altération extraordinaire et imprévue.

2.5.3 En dérogation à toute disposition divergente, NaturPlus couvre également les dommages causés lors de troubles intérieurs.

2.5.4 La couverture d'assurance se compose de la somme d'assurance indiquée dans la police et est versée une seule fois par sinistre.

Ne sont pas assurés

- 2.5.5 Les produits non récoltés et les cultures.
- 2.5.6 Les animaux, le sperme d'animaux.
- 2.5.7 Les dommages dus à une détérioration microbienne, c'est-à-dire toute diminution de la valeur de la chose assurée provoquée par une activité non prévue (métabolisme) de micro-organismes de toutes sortes, tels que bactéries, moisissures, champignons, animaux unicellulaires ou algues.
- 2.5.8 Les dommages causés par la vermine et les insectes.
- 2.5.9 Les dommages résultant d'effets non soudains subis par le bien lors du processus de production, de maturation et / ou de fermentation (par ex. production de gaz pendant la maturation du fromage).
- 2.5.10 Les dommages résultant d'un traitement, stockage ou d'une aération non conformes ou défectueux ou d'effets durables, prévisibles et / ou acceptés comme tels (par ex. pourriture, putréfaction).
- 2.5.11 Les dommages aux choses que le preneur d'assurance prend en charge pour le compte de tiers à des fins d'entreposage.
- 2.5.12 Les dommages résultant d'intempéries normales et prévisibles en raison de la saison et des conditions locales.
- 2.5.13 Les dommages dont un fabricant, vendeur, fournisseur ou spécialiste doit répondre en vertu de la loi ou d'un contrat.
- 2.5.14 Les dommages résultant du vol, de la perte ou de l'égarement de choses assurées.
- 2.5.15 Les dommages couverts ou qui peuvent l'être par l'assurance de base ou les assurances complémentaires mentionnées dans les présentes Conditions générales d'assurance.

2.6 InventairePlus

- 2.6.1 Sont assurés pendant la durée contractuelle les dommages à l'inventaire d'exploitation selon l'art. 1.1 qui sert exclusivement à l'entreprise assurée.
- 2.6.2 Les «Règles pour l'assurance des bâtiments» d'*emmental assurance* sont déterminantes pour la délimitation entre inventaire d'exploitation et bâtiments.
- 2.6.3 Sont considérées comme des dommages, les détériorations et destructions qui surviennent de manière extraordinaire, soudaine et imprévue.
- 2.6.4 Sont compris dans la couverture les dommages survenant pendant le transport selon l'art. 2.1.9 excédant CHF 10'000.-, jusqu'à concurrence de la somme d'assurance d'*InventairePlus* mentionnée dans la police, dans la mesure où le transport est effectué par les véhicules routiers de l'entreprise.
- 2.6.5 En dérogation à toutes dispositions divergentes, *InventairePlus* couvre également les dommages causés lors de troubles intérieurs.
- 2.6.6 La couverture d'assurance se compose de la somme d'assurance indiquée dans la police et est versée une seule fois par sinistre.

Ne sont pas assurés

- 2.6.7 Les véhicules à moteur, les machines de travail automotrices, les remorques immatriculées, les véhicules à traction animale comme les calèches.
- 2.6.8 Les animaux, le sperme d'animaux.
- 2.6.9 Les denrées alimentaires et les boissons (transformées et non transformées; les matières premières, les produits semi-finis et finis), les produits naturels et ceux des récoltes, le fourrage et les semences selon l'art. 2.5.
- 2.6.10 Les valeurs pécuniaires.
- 2.6.11 Les dommages causés à la chose assurée et faisant l'objet d'un travail qui sont survenus pendant le processus de fabrication et de traitement.
- 2.6.12 Les pannes techniques ne reposant pas sur une atteinte à la substance (dommage visible) de la chose assurée.
- 2.6.13 Les dommages couverts par un contrat de maintenance ou une garantie.
- 2.6.14 Les dommages (même ceux survenant de façon soudaine et imprévue) qui sont la conséquence directe d'effets durables et prévisibles d'ordre mécanique, thermique, chimique ou électrique, tels que vieillissement, vétusté, usure, abrasion, frottement, calaminage, cavitation, corrosion et pourrissement.
- 2.6.15 Les dommages résultant d'un manque d'entretien.
- 2.6.16 Les dommages résultant d'intempéries normales et prévisibles en raison de la saison et des conditions locales.
- 2.6.17 Les dommages dont un fabricant, vendeur, fournisseur ou spécialiste doit répondre en vertu de la loi ou d'un contrat.
- 2.6.18 Les dommages résultant du vol simple, de la perte ou de l'égarement de choses assurées.
- 2.6.19 Les dommages couverts ou qui peuvent l'être par l'assurance de base ou les assurances complémentaires mentionnées dans les présentes Conditions générales d'assurance.

2.7 VirusPlus

- 2.7.1 Sont assurés les cryptages, les détériorations et / ou les destructions de données, de fichiers et de programmes du preneur d'assurance causés par malveillance ou l'impossibilité d'utiliser un appareil à la suite:
 - d'actes intentionnellement dommageables commis par des tiers, tels que sabotages, effacements malveillants ou erreurs de programmation intentionnelles;
 - d'interventions non autorisées dans le système informatique du preneur d'assurance, comme lors d'attaques de pirates (hackers);
 - de virus informatiques, chevaux de Troie et autres.
- 2.7.2 Sont assurés les frais entraînés par:
 - le nettoyage des virus sur les appareils des utilisateurs finaux tels que les ordinateurs personnels, les notebooks, les smartphones, les systèmes de serveurs et de stockage ainsi que les installations de production et les dispositifs de commande des machines de l'entreprise;

- la récupération de données selon l'art. 1.5.4 qui se trouvent en possession ou sous le contrôle du preneur d'assurance;
 - la couverture d'un dommage de perte d'exploitation selon l'art. 1.6.
- 2.7.3 Pour VirusPlus, l'indemnisation maximale par sinistre s'élève à CHF 20'000.-. Ce montant comprend tous les frais selon l'art. 2.7.2. L'indemnisation maximale s'applique également aux prestations relevant de l'art. 1.5.4 (frais de remise en état) ou de l'art. 1.6 (perte d'exploitation).

Ne sont pas assurés

- 2.7.4 Les frais d'identification et de correction des erreurs de logiciel et de leurs points faibles.
- 2.7.5 Les frais d'acquisition ou de mise à niveau des licences de logiciels et de matériel informatique.
- 2.7.6 Les paiements versés dans le cadre d'extorsion de fonds.
- 2.7.7 Les atteintes à la personnalité.
- 2.7.8 Les abus en matière de paiements et de transactions en ligne ni la perte de cryptomonnaies.
- 2.7.9 La valeur économique ou marchande de données assurées.
- 2.7.10 Les dommages consécutifs et les actions en dommages-intérêts résultant de la détérioration et / ou de la destruction de données assurées (par ex. peines conventionnelles).

2.8 MotoPlus

- 2.8.1 Sont assurés les véhicules à moteur de l'entreprise assurée conformément aux art. 1.1.3, 1.1.5, 1.3.1 et 1.3.2 ainsi que les véhicules à moteur de tiers selon l'art. 1.5.13.
- 2.8.2 Sont assurés:
 - Les détériorations et les destructions se produisant de façon soudaine et imprévue.
 - Les dommages à la suite d'un vol commis sur des sites permanents de l'entreprise et excédant la somme d'assurance pour vol simple mentionnée dans la police. La couverture s'applique uniquement si le risque Effraction / Détournement / Vol a été inclus dans l'assurance de base.
 - Les dommages à la suite d'un vol commis en dehors des sites permanents de l'entreprise. La couverture s'applique uniquement si le risque Effraction / Détournement / Vol a été inclus dans l'assurance de base.
 - Le bris des vitres de véhicules.
 - La collision avec des animaux sur la voie publique à condition de pouvoir présenter un procès-verbal de la police ou du garde-forestier ou une confirmation du propriétaire de l'animal.
- 2.8.3 La couverture d'assurance se compose de la somme d'assurance indiquée dans la police et est versée une seule fois par sinistre.

- 2.8.4 La présente assurance produit ses effets subsidiairement aux prestations d'une éventuelle assurance casco partielle ou complète.

Ne sont pas assurés

- 2.8.5 Les dommages résultant d'une collision, d'un accident ou causés pendant un transport (à l'exception de la collision avec des animaux) en dehors des sites d'exploitation de l'entreprise.
- 2.8.6 Les dommages aux composants électroniques et électriques – notamment aux appareils de commande – en raison d'une défectuosité interne de ces composants.
- 2.8.7 Les dommages (même ceux survenant de façon soudaine et imprévue) qui sont la conséquence directe d'effets durables et prévisibles d'ordre mécanique, thermique, chimique ou électrique, tels que vieillissement, vétusté, usure, abrasion, frottement, calaminage, cavitation, corrosion et pourrissement.
- 2.8.8 Les dégâts et destructions soudains et imprévus provoqués subitement par des influences internes exceptionnelles et violentes, tels que rupture, surpression, pression négative, surintensité, surrégime, surtension, court-circuit, corps étranger et autres événements similaires.
- 2.8.9 Les dommages résultant d'un manque d'entretien.
- 2.8.10 Les dommages résultant d'intempéries normales et prévisibles en raison de la saison et des conditions locales.
- 2.8.11 Les dommages dont un tiers (fabricant, vendeur, réparateur etc.) doit répondre en vertu de la loi ou du contrat.
- 2.8.12 Les dommages au véhicule traité survenus pendant le processus de traitement lui-même (fabrication, travail, maintenance, service, entretien et autres).
- 2.8.13 Les dommages résultant de la perte ou de l'égarement de choses assurées.
- 2.8.14 Le détournement, l'utilisation non adéquate, la malversation et l'appropriation frauduleuse de véhicules.
- 2.8.15 Les dommages à la suite d'un incendie ou d'événements naturels conformément à l'art. 2.1 et de dégâts des eaux selon l'art. 2.3.

3 Validité géographique

- 3.1 La couverture d'assurance produit ses effets sur tous les sites permanents servant à l'entreprise assurée (y compris les zones d'exploitation qui en font partie) en Suisse et dans la principauté de Liechtenstein.
- 3.2 En dehors des sites permanents, l'assurance couvre les choses assurées dans le monde entier à condition qu'elles s'y trouvent à titre provisoire (pour une durée n'excédant pas 24 mois) pour des raisons liées à l'exploitation.
- 3.3 La couverture d'assurance pour les dommages de répercussion s'étend aux entreprises de fournisseurs et de clients dans le monde entier.
- 3.4 La couverture d'assurance pour les dommages survenant pendant le transport produit ses effets en Suisse, dans la principauté de Liechtenstein ainsi que dans les états de l'UE / AELE.

3.5 Si des choses sur des chantiers sont assurées, est considéré comme chantier de construction l'ensemble de la zone sur laquelle se trouvent des valeurs mobilières ayant un rapport avec un ouvrage – même si les travaux n'ont pas encore commencé ou sont déjà terminés.

4 Calcul de l'indemnité

4.1 Inventaire d'exploitation / biens meubles

4.1.1 L'inventaire d'exploitation est assuré à la valeur à neuf sous réserve des dispositions divergentes exposées ci-dessous. Est considérée comme valeur à neuf le prix à payer pour le rachat de choses de même valeur, après déduction de la valeur résiduelle. La valeur sentimentale des choses assurées n'est pas prise en considération.

4.1.2 Les marchandises (y compris les véhicules à moteur comme marchandises) et les produits naturels sont assurés au prix courant. Est considéré comme prix courant celui auquel une marchandise ou un produit naturel de même qualité peut être acheté à la date du sinistre et sur le lieu de celui-ci (prix de revient). Si les marchandises ou les produits naturels ont été fabriqués par l'entreprise elle-même, le prix courant correspond au prix de vente.

4.1.3 En cas de dommages partiels, sont pris en charge les frais de la réparation effectuée dans le but de rétablir l'objet concerné dans l'état qui était le sien immédiatement avant le sinistre. Si la réparation donne de la valeur ajoutée aux choses endommagées (rénovations, révisions, modifications, améliorations et autres actions similaires), cette plus-value est à la charge du preneur d'assurance. Les pneus sont indemnisés proportionnellement à leur degré d'usure. Si le preneur d'assurance effectue lui-même la réparation, les frais effectifs sont indemnisés à leur prix de revient.

4.1.4 Les véhicules à moteur ne servant pas comme marchandise commerciale, les machines de travail automotrices, les roues jumelées de véhicule, les tunnels en plastique, les hangars multifonctions, les grandes tentes, les plaques de toiture, les bâches de silos mobiles, les filets pare-grêle, les auvents, les filets de protection contre les oiseaux et les filets d'ombrage, y compris leur structure portante, les membranes et les films des installations de biogaz, les objets qui ne sont plus utilisés et les objets pour lesquels ceci est clairement stipulé dans la police, sont assurés à la valeur actuelle. Est considérée comme valeur actuelle la valeur à neuf qui tient compte de l'amortissement et des dépréciations de valeur du fait du vieillissement, de l'usure ou d'autres raisons.

4.2 Choses et frais particuliers

4.2.1 En cas de pertes sur débiteurs est indemnisé le dommage qui correspond à la différence entre les recettes effectivement réalisées et celles escomptées s'il n'y avait pas eu de sinistre avec limitation aux six derniers mois précédant l'événement dommageable.

4.2.2 Pour les modèles, échantillons, moules et outils sont indemnisés les frais engagés pour leur restauration dans les cinq ans suivant la survenance de l'événement dommageable.

4.2.3 En cas de restauration, sont indemnisés les frais engagés pour la restauration dans les cinq ans suivant la survenance de l'événement dommageable.

4.3 Valeurs pécuniaires

4.3.1 Pour les papiers-valeurs et les titres, les frais de la procédure d'amortissement sont remboursés ainsi que les éventuelles pertes d'intérêts et de dividendes. Si la procédure d'amortissement n'aboutit pas à la déclaration de nullité, *emmental assurance* prend en charge l'indemnisation des papiers-valeurs et des titres non amortis; elle est habilitée à remplacer les papiers-valeurs en nature.

4.4 Perte d'exploitation

4.4.1 *emmental assurance* répond du sinistre pendant 24 mois, sous réserve d'une durée de garantie plus longue mentionnée dans la police. La période de garantie commence à la date de survenance du sinistre qui touche l'entreprise assurée. Pour les dommages de répercussion, la garantie prend effet à la date de survenance du sinistre au sein de l'entreprise du fournisseur ou du client.

4.4.2 Si, à la suite du sinistre, l'exploitation n'est pas reprise, *emmental assurance* ne rembourse que les frais récurrents dans la mesure où ils auraient été couverts par le chiffre d'affaires s'il n'y avait pas eu d'interruption de l'exploitation. À cet effet et dans le cadre de la durée de la garantie, c'est la durée d'interruption probable qui est retenue.

4.4.3 Si un chiffre d'affaires trop bas a été pris comme base contractuelle, le dommage n'est alors indemnisé que proportionnellement à la différence entre le chiffre d'affaires déclaré et celui effectivement réalisé.

4.5 Frais en vue de restreindre le dommage

4.5.1 Les frais en vue de restreindre le dommage sont également remboursés. Si, ajoutés à l'indemnité, ces frais excèdent la somme d'assurance, ils ne sont remboursés que s'ils n'ont manifestement pas été inopportuns.

4.6 Indemnité maximale

4.6.1 L'indemnité est limitée aux sommes d'assurance indiquées dans la police ou les Conditions générales d'assurance (à l'exception des frais en vue de restreindre le dommage).

4.7 Assurance au premier risque

4.7.1 Dans le cas où des postes sont assurés au premier risque dans la police, *emmental assurance* renonce à prendre en compte une sous-assurance en cas de sinistre.

4.8 Prise en compte de prestations fournies par une autre assurance

4.8.1 Les dommages qui ont déjà été indemnisés par une autre assurance choses seront déduits de l'indemnisation.

4.9 Négligence grave

4.9.1 Sous réserve d'une convention spéciale et d'une mention expresse dans la police, *emmental assurance* renonce à invoquer la négligence grave du preneur d'assurance ou de l'ayant droit pour faire valoir son droit à réduction des prestations ressortant de l'art. 14 al. 2 et 3 de la loi fédérale sur le contrat d'assurance (LCA). Sont exclus de cette disposition les cas où le preneur d'assurance ou l'ayant droit a provoqué le sinistre sous l'emprise de l'alcool, sous l'influence de drogues ou en raison d'abus de médicaments. Sont par ailleurs exclus les sinistres causés intentionnellement ou par dol éventuel.

5 Franchises

L'ayant droit supporte, par sinistre, les franchises suivantes, sous réserve de la convention d'un montant supérieur dans la police.

5.1 Montant

- 5.1.1 Événements naturels: 10% de l'indemnité, mais CHF 2'500.- au minimum et CHF 50'000.- au maximum.
- 5.1.2 Dommages survenus pendant le transport: CHF 500.-.
- 5.1.3 Dommages dus au vol: CHF 500.-.
- 5.1.4 NaturPlus: CHF 500.-.
- 5.1.5 InventairePlus: CHF 500.-.
- 5.1.6 VirusPlus: CHF 500.-.
- 5.1.7 MotoPlus: CHF 500.-, la franchise ne s'applique pas en cas de bris de glace.

5.2 Application

- 5.2.1 La franchise mentionnée dans la police est portée en déduction du montant du dommage. Exception: lorsque le dommage est à la charge de l'assurance obligatoire en cas de dommages naturels, la franchise est déduite de l'indemnité calculée.
- 5.2.2 Si plusieurs postes mentionnés dans la police sont touchés par un seul et même événement et si la police prévoit pour chacun de ces postes une franchise différente, c'est la franchise la plus élevée qui s'applique; elle est décomptée une seule fois pour tous les postes concernés. En cas d'événements naturels, la franchise est décomptée par événement une fois au titre des biens meubles et une fois au titre des bâtiments.

6 Dispositions particulières

6.1 Assurance prévisionnelle pour l'inventaire d'exploitation

- 6.1.1 Les nouvelles acquisitions et les augmentations de valeur de l'inventaire d'exploitation selon l'art. 1.1 des présentes Conditions générales d'assurance sont couvertes jusqu'à concurrence de la somme d'assurance mentionnée dans la police.

6.2 Assurance prévisionnelle pour de nouvelles branches de l'entreprise

- 6.2.1 Si le preneur d'assurance intègre de nouvelles branches à son entreprise, il a l'obligation d'en informer *emmental assurance* dans les meilleurs délais.
- 6.2.2 En présence de branches d'exploitation présentant un risque supérieur à celui encouru précédemment (aggravation du risque selon l'art. 28 de la loi fédérale sur le contrat d'assurance LCA) et pour lesquelles une réévaluation des primes et des conditions d'assurance serait

nécessaire, une couverture d'assurance s'applique à titre prévisionnel dans le cadre de la présente police. Cette couverture prévisionnelle prend effet dès l'apparition du nouveau risque et vaut pour une durée maximale de six mois à partir de cette date.

- 6.2.3 Après notification de l'aggravation du risque par le preneur d'assurance, *emmental assurance* est autorisée à ajuster rétroactivement le contrat d'assurance à la nouvelle donne ou à refuser la prise en charge du risque dans un délai de 30 jours après avoir reçu la notification.

6.3 Devoirs de diligence

- 6.3.1 Les personnes assurées sont tenues d'observer la diligence requise et de prendre en particulier les mesures commandées par les circonstances pour protéger les choses assurées.
 - 6.3.2 Le preneur d'assurance est tenu de maintenir à ses frais, en bon état, tout particulièrement les conduites d'eau et de tout autre liquide, les installations et appareils qui y sont raccordés, de désengorger les installations obstructées, ainsi que de prendre les mesures adéquates contre le gel.
 - 6.3.3 Aussi longtemps que le bâtiment ou l'appartement est inhabité ou inutilisé, même temporairement, les conduites d'eau et les installations et appareils qui y sont raccordés doivent être purgés, à moins que l'installation de chauffage ne soit laissée en marche sous une surveillance appropriée.
 - 6.3.4 Le preneur d'assurance s'engage à maintenir les ordinateurs et les programmes informatiques à un niveau technique approprié et à les protéger contre toute intrusion non autorisée de tiers (par exemple au moyen de pare-feux et de programmes antivirus). En outre, il doit procéder à la sauvegarde des données numériques (back-ups) à une fréquence appropriée et les séparer du système source.
 - 6.3.5 En cas de non-respect de ces devoirs de diligence, l'indemnité peut être réduite.
- ### 6.4 Mesures de sécurité
- 6.4.1 Si le preneur d'assurance a mis en place au sein de son entreprise des mesures de sécurité (détecteurs d'incendie et de fumée, installations Sprinkler, installations de signalisation d'effraction et d'agression, systèmes d'alarme, ouvertures à verrouillage ignifuge, dispositifs de sécurité mécaniques et autres mesures similaires) et si un rabais de primes lui a été accordé en contrepartie, il a l'obligation, en permanence, de les maintenir en service et de les entretenir de façon adéquate.
 - 6.4.2 Si le non-respect de cette disposition conduit à un dommage supérieur en cas de sinistre, *emmental assurance* peut réduire son indemnisation au niveau qu'elle aurait atteint si les mesures de sécurité avaient été mises en œuvre de façon appropriée.